

COVÉA PROFIL EQUILIBRE

FCP de droit français

SOMMAIRE

p. 3 Caractéristiques de l'OPC

Présentation de l'OPC
Changements intervenus et à venir

p. 8 Rapport de gestion

Environnement économique
Marchés financiers
Politique de gestion et perspectives
Performances et informations sur l'OPC
Informations réglementaires
Frais et fiscalité

p. 23 Rapport du Commissaire aux Comptes

p. 24 Comptes de l'exercice

Bilan Actif
Bilan Passif
Comptes de résultat

P. 28 Annexe aux comptes annuels

Règles et méthodes comptables
Affectation des sommes distribuables
Évolution de l'actif et compléments d'information
Inventaire

**P. 48 Rapport ESG - Article 173 de la Loi sur la Transition Energétique
pour la Croissance Verte (LTECV)**

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'OPC

Société de gestion	COVÉA FINANCE SASU 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris
Commercialisateur	COVÉA FINANCE SASU (Entité du groupe COVÉA) 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris
Dépositaire et conservateur	CACEIS BANK 1-3 place Valhubert - 75013 Paris Établissements en charge de la centralisation des ordres de souscription et rachat : CACEIS BANK 1-3 place Valhubert - 75013 Paris Etablissement en charge de la tenue des registres des actions (passif de l'OPC) CACEIS BANK 1-3 place Valhubert - 75013 Paris
Commissaires aux comptes	Pricewaterhouse Coopers Audit 63 rue de Villiers 92200 NEUILLY SUR SEINE
Délégataire de la gestion administrative comptable	CACEIS FUND ADMINISTRATION Société anonyme, entité spécialisée du groupe CACEIS Siège social : 1-3 place Valhubert 75013 Paris

INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

Pour plus de détails, le prospectus complet est disponible sur le site web de la société : www.covea-finance.fr

- La valeur liquidative est disponible auprès de Covéa Finance sur le site www.covea-finance.fr. Elle est publiée dans la presse financière.
- Le prospectus, les rapports annuels et les derniers documents périodiques sont adressés gratuitement dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur adressée à : Covéa Finance, 8-12 rue Boissy d'Anglas – 75008 Paris / courriel : communication@covea-finance.fr.

INFORMATIONS CLÉS POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

COVÉA PROFIL EQUILIBRE

Code ISIN Part D : FR000445058

FCP géré par COVÉA FINANCE, société de gestion
du Groupe COVÉA

Objectifs et politique d'investissement

L'OPCVM a pour objectif de chercher à obtenir, sur un horizon d'investissement moyen terme (3 à 5 ans), une performance supérieure à celle de l'indice composite, composé à 30% de l'indice MSCI Euro, à 35% de l'indice FTSE MTS Eurozone Government Bond IG 5/7 ans, et à 35% de l'Eonia réajusté.

L'OPCVM est un fonds profilé à dominante en produits de taux d'intérêts.

Dans un premier temps, l'équipe de gestion s'appuie sur les Perspectives Economiques et Financières (« PEF ») qui présente en moyenne trois fois par an les scénarios macro-économiques par zone ou par pays (taux de chômage, inflation, croissance du PIB, taux d'intérêt) retenus par la société de gestion ainsi que sur les conclusions des comités de gestion mis en place par la société de gestion notamment dans le cadre de la sélection de titres en direct. Dans un deuxième temps, l'équipe de gestion sélectionne, dans le cadre du Comité Multigestion, ses investissements parmi différents OPC y compris ceux de la société de gestion.

L'OPCVM sera exposé aux marchés de taux dans une fourchette comprise entre 40% et 100% de l'actif net (via des titres en directs et des OPC) et de 0 à 50% de l'actif net aux marchés actions via des titres en directs et des OPC. Les investissements en actions d'entreprises de petites et moyennes capitalisations seront limités à 20% de l'actif net et à 10% maximum aux marchés actions des pays émergents.

Le fonds sera investi dans une fourchette comprise entre 20% et 100% de l'actif net en parts ou actions d'organismes de placement collectif de droit français ou européens dont les fonds indiciels cotés (ETF) dont :

- 0 à 50% maximum de l'actif net en OPC actions
- 40 à 100% maximum de l'actif net en OPC obligataires et monétaires et monétaires court terme
- 0 à 20% maximum de l'actif net en OPC sans critères de classification
- 0 à 30% maximum de l'actif net en OPC indiciels cotés ;

L'OPCVM pourra avoir recours aux actions ou parts d'OPCVM français ou étrangers dans une limite de 100% de l'actif net et aux parts ou actions de

FIA de droit français ou d'autres pays de l'Union européenne respectant les 4 critères définis par l'article R214-13 du Code monétaire et financier dans une limite de 30 % de l'actif net.

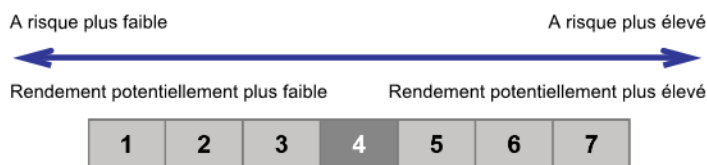
L'OPCVM pourra investir jusqu'à 30% de l'actif net en actions en direct de sociétés de tout type de capitalisation et à hauteur de 25% maximum de l'actif net en obligations internationales publiques ou privées, en titres de créances à court terme ou en instruments du marché monétaire de notation minimale « BBB- » (Agence Standard & Poor's ou équivalent Moody's ou Fitch ou de notation jugée équivalente par la société de gestion). Le portefeuille de l'OPCVM peut être investi, via les OPC, dans des titres de catégorie « Haut Rendement » (notation inférieure à BBB- Standard & Poors ou équivalent Moody's et Fitch ou de notation jugée équivalente par la société de gestion) dans une limite maximale de 10% de l'actif. La fourchette de sensibilité des instruments de taux sera comprise entre 1,25 et 9. Les marchés d'intervention sont mondiaux et portent sur des titres libellés dans des devises de l'OCDE.

L'OPCVM pourra avoir recours à des instruments des marchés financiers à terme réglementés ou organisés, français et/ou étrangers, ou de gré à gré, de type futures (dont futures sur indices de matières premières dans une limite d'exposition maximale de 15% de l'actif net), options, swap et change à terme, dans une limite d'engagement de 100% de l'actif net dans un but de couverture et/ou d'exposition aux risques actions, taux, crédit, change, volatilité, et matières premières. Le résultat net de l'OPC sera systématiquement distribué pour la part "D". Les plus-values réalisées nettes seront systématiquement réinvesties.

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés auprès de Caceis Bank chaque jour ouvré (J) avant 13h. Ils sont exécutés quotidiennement sur la base de la valeur liquidative calculée le surlendemain (J+2) à partir des cours de clôture du jour de souscription/rachat (J) et datée de J.

Cet OPC pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 3 ans.

Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de l'OPCVM reflète le risque des marchés de taux et actions sur lesquels le fonds est exposé respectivement à hauteur de 100% maximum et de 60% maximum de l'actif.

Les données historiques utilisées pour le calcul du niveau de risque pourraient ne pas constituer un indicateur fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque associée à votre fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Les risques importants pour l'OPC non pris en compte dans cet indicateur sont les suivants :

Risque de crédit : Il représente le risque éventuel de dégradation de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui induira une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative du fonds.

Risque de contrepartie : Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds. Ce risque découle des opérations de gré à gré conclues avec les contreparties.

Risque lié à l'utilisation d'instruments dérivés : L'utilisation d'instruments dérivés peut augmenter ou réduire la capacité d'amplification des mouvements de marché du portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut faire baisser la valeur liquidative de votre portefeuille.

INFORMATIONS CLÉS POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

COVÉA PROFIL EQUILIBRE

Code ISIN Part C : FR0010395608

FCP géré par COVÉA FINANCE, société de gestion
du Groupe COVÉA

Objectifs et politique d'investissement

L'OPCVM a pour objectif de chercher à obtenir, sur un horizon d'investissement moyen terme (3 à 5 ans), une performance supérieure à celle de l'indice composite, composé à 30% de l'indice MSCI Euro, à 35% de l'indice FTSE MTS Eurozone Government Bond IG 5/7 ans, et à 35% de l'Eonia réajusté.

L'OPCVM est un fonds profilé à dominante en produits de taux d'intérêts.

Dans un premier temps, l'équipe de gestion s'appuie sur les Perspectives Economiques et Financières (« PEF ») qui présente en moyenne trois fois par an les scénarios macro-économiques par zone ou par pays (taux de chômage, inflation, croissance du PIB, taux d'intérêt) retenus par la société de gestion ainsi que sur les conclusions des comités de gestion mis en place par la société de gestion notamment dans le cadre de la sélection de titres en direct. Dans un deuxième temps, l'équipe de gestion sélectionne, dans le cadre du Comité Multigestion, ses investissements parmi différents OPC y compris ceux de la société de gestion.

L'OPCVM sera exposé aux marchés de taux dans une fourchette comprise entre 40% et 100% de l'actif net (via des titres en directs et des OPC) et de 0 à 50% de l'actif net aux marchés actions via des titres en directs et des OPC. Les investissements en actions d'entreprises de petites et moyennes capitalisations seront limités à 20% de l'actif net et à 10% maximum aux marchés actions des pays émergents.

Le fonds sera investi dans une fourchette comprise entre 20% et 100% de l'actif net en parts ou actions d'organismes de placement collectif de droit français ou européens dont les fonds indiciels cotés (ETF) dont :

- 0 à 50% maximum de l'actif net en OPC actions
- 40 à 100% maximum de l'actif net en OPC obligataires et monétaires et monétaires court terme
- 0 à 20% maximum de l'actif net en OPC sans critères de classification
- 0 à 30% maximum de l'actif net en OPC indiciels cotés ;

L'OPCVM pourra avoir recours aux actions ou parts d'OPCVM français ou étrangers dans une limite de 100% de l'actif net et aux parts ou actions de

FIA de droit français ou d'autres pays de l'Union européenne respectant les 4 critères définis par l'article R214-13 du Code monétaire et financier dans une limite de 30 % de l'actif net.

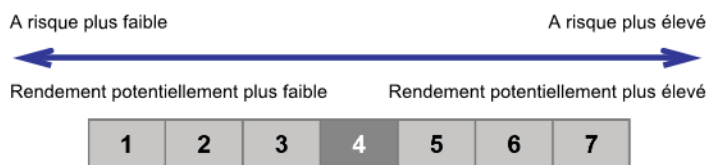
L'OPCVM pourra investir jusqu'à 30% de l'actif net en actions en direct de sociétés de tout type de capitalisation et à hauteur de 25% maximum de l'actif net en obligations internationales publiques ou privées, en titres de créances à court terme ou en instruments du marché monétaire de notation minimale « BBB- » (Agence Standard & Poor's ou équivalent Moody's ou Fitch ou de notation jugée équivalente par la société de gestion). Le portefeuille de l'OPCVM peut être investi, via les OPC, dans des titres de catégorie « Haut Rendement » (notation inférieure à BBB- Standard & Pours ou équivalent Moody's et Fitch ou de notation jugée équivalente par la société de gestion) dans une limite maximale de 10% de l'actif. La fourchette de sensibilité des instruments de taux sera comprise entre 1,25 et 9. Les marchés d'intervention sont mondiaux et portent sur des titres libellés dans des devises de l'OCDE.

L'OPCVM pourra avoir recours à des instruments des marchés financiers à terme réglementés ou organisés, français et/ou étrangers, ou de gré à gré, de type futures (dont futures sur indices de matières premières dans une limite d'exposition maximale de 15% de l'actif net), options, swap et change à terme, dans une limite d'engagement de 100% de l'actif net dans un but de couverture et/ou d'exposition aux risques actions, taux, crédit, change, volatilité, et matières premières. Le résultat net et les plus-values réalisées nettes de l'OPC seront systématiquement réinvestis pour la part "C".

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés auprès de Caceis Bank chaque jour ouvré (J) avant 13h. Ils sont exécutés quotidiennement sur la base de la valeur liquidative calculée le surlendemain (J+2) à partir des cours de clôture du jour de souscription/rachat (J) et datée de J.

Cet OPC pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 3 ans.

Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de l'OPCVM reflète le risque des marchés de taux et actions sur lesquels le fonds est exposé respectivement à hauteur de 100% maximum et de 60% maximum de l'actif.

Les données historiques utilisées pour le calcul du niveau de risque pourraient ne pas constituer un indicateur fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque associée à votre fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».

Les risques importants pour l'OPC non pris en compte dans cet indicateur sont les suivants :

Risque de crédit : Il représente le risque éventuel de dégradation de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui induira une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative du fonds.

Risque de contrepartie : Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds. Ce risque découle des opérations de gré à gré conclues avec les contreparties.

Risque lié à l'utilisation d'instruments dérivés : L'utilisation d'instruments dérivés peut augmenter ou réduire la capacité d'amplification des mouvements de marché du portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut faire baisser la valeur liquidative de votre portefeuille.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

CHANGEMENTS INTERVENUS

- Mise à jour annuelle des frais et performances ;
- Mise à jour de la politique d'exclusion applicable à tous les OPC gérés par Covéa Finance par renvoi au site internet de la société de gestion ;
- Evolution fourchette d'allocation actions : 0 - 50% (actuellement 0 – 60%) ;
- Evolution de l'indice de référence :
 - MSCI Euro : 30%
 - FTSE MTS Eurozone Government Bond IG 5/7 ans : 35%
 - Eonia réajusté : 35%(auparavant 40% MSCI World + 60% FTSE-MTS Global) ;
- Mise à jour des critères de notation (BB-).

CHANGEMENTS A INTERVENIR

- Possibles adaptations de la documentation réglementaire des OPC à la suite de l'évolution de la doctrine AMF sur les critères extra-financiers (position n° 2020-03).

RAPPORT DE GESTION

• ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

L'année 2020 aura été exceptionnelle sur bien des points. La pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement, déployées à divers degrés sur l'ensemble de la planète, ont provoqué l'arrêt quasi-total de pans entiers de l'activité et la pire récession que l'économie mondiale ait connu depuis la Grande dépression. Face à ce choc inédit, la réponse des autorités publiques a été massive, tant au niveau budgétaire que monétaire. Alors que l'aggravation des finances publiques est inéluctable, on ne peut une fois de plus que constater que les Etats lourdement endettés qui n'ont pas réduit leurs dépenses courantes en période d'expansion seront davantage fragilisés. Par ailleurs, le renforcement des politiques monétaires ultra-expansionnistes pose la question de leurs effets sur la stabilité financière et les inégalités. Si le déploiement des vaccins, prévu pour la fin du premier semestre 2021, devrait finir par contenir la pandémie, les mois à venir demeurent entachés d'incertitudes alors que la fin d'année est marquée par une nouvelle hausse des contaminations. Au niveau politique, l'année a également été très riche. Aux Etats-Unis, le candidat démocrate, J. Biden, a remporté les élections et remplacera D. Trump à la maison blanche en janvier 2021. En Europe, les négociations du Brexit ont finalement débouché sur un accord. Les dirigeants de l'UE se sont, par ailleurs, accordés sur la mise en place d'un plan de relance de 750 Mds €, dont près de la moitié de subventions. Sur le marché des changes, l'euro s'est apprécié contre dollar de 9,2% et termine à 1,227 dollar pour un euro. Le prix du baril de pétrole Brent recule de 21,5% et termine l'année à 51,8 dollars.

Aux Etats-Unis, la réaction monétaire et budgétaire a été d'une ampleur inédite. La Réserve fédérale a déployé très rapidement un arsenal de soutien monétaire qui va au-delà des mesures prises en 2008-2009. A une baisse cumulée du principal taux directeur de 150 points de base et une série de dispositifs de financement pour soutenir la liquidité du système financier et des entreprises, le comité de politique monétaire a ajouté un programme d'achats d'actifs illimité en montant et en durée. Sur le plan budgétaire, le Congrès a adopté des stimulus budgétaires pour un montant historique de plus de 2 500 Mds €. Ce plan prévoit notamment des aides directes aux ménages, une extension des indemnités chômage, et des prêts, garanties de prêts et autres aides pour les entreprises, Etats et collectivités. En fin d'année, et après d'âpres négociations, un plan budgétaire de 900 Mds € prévoyant le prolongement de ces mesures d'exception jusqu'au début de 2021 a été voté. Sur le plan politique, Joe Biden a finalement remporté les élections présidentielles. La majorité démocrate à la Chambre des Représentants s'est réduite de cinq sièges (219 contre 203). La majorité au Sénat reste indécise dans l'attente du second tour des élections sénatoriales en Géorgie en janvier 2021. En cas de victoire des républicains, la capacité du nouveau président à mettre en place son programme pourrait être limitée. Au niveau économique, l'ampleur du choc enregistré par l'économie américaine en 2020 a été relativement moins importante qu'en Zone euro mais demeure historiquement élevé. La capacité du pays à rebondir en 2021 reste toutefois conditionnée à l'évolution de la pandémie et aux développements budgétaires.

En Zone euro, les mesures de confinement prises pour faire face à la diffusion de la Covid-19 ont été particulièrement drastiques et ont entraîné un choc économique brutal. Dans ce contexte, les Etats-membres ont largement ouvert les vannes budgétaires et ont déployé des plans de soutiens conséquents, caractérisés par des dispositifs d'activité partielle et de prêts garantis. Les dirigeants des Etats-membres de l'Union Européenne se sont également accordés sur la mise en place d'un plan de relance de 750 Mds €, dont 390 Mds € de subventions et 360 Mds € de prêts. Ces fonds seront empruntés sur les marchés financiers à l'échelle de l'UE avec un remboursement via les contributions des Etats-membres et la création de nouvelles taxes. Au niveau monétaire, la BCE a annoncé un large assouplissement de sa politique monétaire avec, notamment, une hausse de 120 Mds € de son programme d'achat d'actifs sur 2020 et la création d'un nouveau programme d'achat d'urgence de 1 850 Mds €, ouvert à un plus large éventail de maturité et plus flexible dans la ventilation géographique des achats. Au niveau politique enfin, l'Union Européenne et le Royaume-Uni sont finalement parvenus, à quelques jours de la date butoir, à conclure un accord concernant leurs relations futures. Cet accord prévoit la mise en place d'une zone de libre-échange entre l'UE et le Royaume-Uni sans droits de douanes ni quotas sur l'ensemble des biens. Les barrières « non-tarifaires » seront néanmoins nombreuses par rapport à la situation existante. La portée de l'accord semble plus limitée en ce qui concerne les services. La question des services financiers reste en suspens et fera l'objet d'une décision en mars 2021. Les deux parties se sont par ailleurs accordées sur un principe de non-régression dans de nombreux domaines, notamment ceux du droit du travail et des aides d'Etats. L'accord sera ratifié par l'Union Européenne au début de 2021.

RAPPORT DE GESTION

En Chine, la pandémie, qui a pourtant débuté au cœur du pays, a été rapidement contenue. Dans ce contexte, le pays devrait, selon les prévisions des instituts internationaux, être la seule grande économie à maintenir une croissance positive en 2020. Le soutien budgétaire et monétaire a par ailleurs été beaucoup moins important qu'au sein du reste du monde. A rebours des pays développés, la reprise chinoise s'est d'abord appuyée sur son secteur industriel et sur ses exportations tandis que la consommation a fait preuve de moins de dynamisme. Au Japon, la politique monétaire, déjà extrêmement expansionniste, n'a été que peu ajustée. En revanche, la réponse budgétaire a été particulièrement conséquente, parmi les plus importantes à l'échelle mondiale. Au niveau de l'activité, la reprise apparaît poussive et reste, comme ailleurs dans le monde, tributaire des développements sanitaires.

RAPPORT DE GESTION

• MARCHÉS FINANCIERS

2020 aura été une année à bien des égards extraordinaire pour les marchés financiers. Il y a eu la vitesse à laquelle la pandémie s'est intensifiée, la gravité des verrouillages, l'ampleur et la rapidité des baisses des marchés actions (30 jours pour 30% sur le marché américain), la taille des mesures de relance des gouvernements à l'échelle mondiale, la généralisation au niveau mondial des politiques monétaires expansionnistes, la baisse violente des taux et l'ampleur des rebonds des marchés boursiers. La plus grande surprise est peut-être que les actions mondiales ont gagné plus de 10% et finissent à un plus haut historique dans une année où la dichotomie entre économie réelle et marchés financiers n'aura jamais été aussi forte.

Tout cela dans un environnement géopolitique compliqué qui aura vu une accélération de la rupture entre les deux plus grandes économies mondiales qui s'est exprimée à travers une guerre technologique qui est loin d'être terminée. A cela s'est ajoutée une élection présidentielle américaine atypique, qui aura montré à quel point la société américaine est divisée, ce qui devrait avoir des conséquences dans les années à venir.

A contrario, la Chine a affirmé un peu plus ses ambitions et est la seule grande économie à afficher une croissance positive sur l'année. La signature du RCEP, le partenariat régional économique global, incluant des proches alliés des États-Unis est un autre exemple du pôle d'attraction et de concurrence qu'est devenue la Chine.

Enfin dans les derniers jours de l'année, le Brexit a vu émerger un accord de sortie entre l'Union Européenne et la Grande Bretagne dont les conséquences ne sont pas encore bien définies.

Tout cela n'a pas empêché une grande disparité des performances au sein des marchés actions. Au sein des économies développées, les États-Unis et le Japon progressent de plus de 15% en monnaie locale alors que l'Europe reste négatif. Au sein du monde émergent, la surperformance des marchés d'Asie du nord incluant la Corée du Sud, la Chine ou Taiwan tranche avec les performances négatives en Europe de l'est ou les performances mitigées en Amérique Latine.

Sur le front des matières premières, le marché aura été aussi volatile qu'illogique. Malgré un rallye sans précédent sur la dernière partie de l'année, le pétrole termine l'année en baisse de près de 20%. Les matières premières industrielles ont affiché des performances exceptionnelles au regard de la progression négative du PIB mondial. Dans le même temps, cela n'a pas empêché l'or d'afficher une hausse de plus de 20% après avoir touché les 2000 dollars l'once durant l'année.

Au final, l'année boursière aura été marquée par trois périodes distinctes :

1. Une période d'optimisme de janvier à début mars 2020 sur la même dynamique que la fin de 2019. Au début de l'année, les marchés bénéficiaient de la confiance des investisseurs et de la dynamique positive de 2019. Les politiques monétaires accommodantes des banques centrales continuaient de soutenir les marchés. La diminution du risque géopolitique et l'accord sino-américain laissaient présager une bonne année 2020. L'apparition de l'épidémie de coronavirus en Chine et sa propagation notamment en Europe ont complètement changé le sentiment et amené un vent de panique sur les marchés financiers.
2. Le crash boursier le plus rapide de l'histoire moderne (mars - avril). Les incertitudes entourant le virus et la chute attendue de la production industrielles et des dépenses de consommation qui en résultaient ont entraîné une spirale baissière mondiale. La survenance de la chute a différé selon le degré et la vitesse de progression du Covid à travers le monde. Le marché américain par exemple a atteint son creux le 23 mars avec une chute vertigineuse de 35% sur une courte période.
3. Un retournement historique (avril-décembre). La réaction globale et massive tant budgétaire que monétaire à travers le monde a permis de stopper la chute des marchés. La perspective de vaccins contre le Covid-19 courant de l'été a alimenté la hausse des marchés actions vers des niveaux record (après un rebond initial porté par la technologie et la santé), entraînant ainsi des ratios d'évaluation vers des niveaux excessifs. A partir de novembre, les valeurs cycliques ont débuté un rallye, et cela malgré un retour en

force de la pandémie forçant, de nouveau, des pays, notamment européens, à se reconfiner. Le marché boursier a aussi profité de niveau de taux exceptionnellement bas sinon négatifs dans beaucoup de pays qui ont incité les investisseurs à acheter des actifs risqués où qu'ils se trouvent.

RAPPORT DE GESTION

• Politique de gestion

Covéa Profil Equilibre s'expose majoritairement aux produits de taux. Jusqu'au 31/8/2020, son indice de référence (40% MSCI World + 60% FTSE MTS Global dividendes et coupons nets réinvestis) se compose de 40% d'actions (« la neutralité »), mais l'exposition actions peut évoluer sur une plage autorisée comprise entre 0 et 60%.

Corrélativement, l'exposition des produits de taux fluctue dans une bande autorisée comprise entre 40 et 100%.

Pour mieux refléter son univers d'investissement, votre fonds adopte à partir du 1/9/2020 un nouvel indice de référence (30% MSCI Euro + 35% FTSE MTS 5-7 ans + 35% Eonia dividendes et coupons nets réinvestis), établissant « la neutralité » actions au niveau de 30%. L'exposition actions peut évoluer entre 0 et 50%, alors que l'exposition des produits de taux continue à fluctuer entre 40 et 100%.

Entre le début et la fin de l'année 2020, le poids des actions diminue dans le portefeuille, passant d'environ 28,2% à 26,4%.

Nous modulons l'exposition actions essentiellement au travers des valeurs européennes. Nous réduisons le poids des actions américaines, qui passe au cours de l'exercice de 0,6% à 0,5%. Nous maintenons la pondération des valeurs japonaises autour de 1,2%. Nous restons à l'écart des actions des pays émergents.

L'exposition aux convertibles évolue de 2,5% à 2,4% du portefeuille.

L'exposition obligataire, qui se partage entre des fonds de titres souverains et de crédit, dont certains internationaux, diminue de 23,7% à 18,6%.

Le poids des fonds de performance absolue augmente de 4,8% à 10,4%.

Entre le début et la fin de l'année, nous remontons le poids des liquidités qui passe de 40,8% à 42,1%.

Jusqu'au 19 février, la hausse des actions ressort plus forte que celle des obligations.

Sur cette période, les craintes d'extension du conflit irano-américain au Moyen Orient et de pandémie de coronavirus entraînent le refuge d'investisseurs sur les obligations. Les marchés d'actions sont bien orientés, particulièrement en Occident, grâce à une première entente lors des négociations commerciales sino-américaines, et à de bonnes publications d'entreprises.

L'année débute avec une exposition actions de 28,2%.

Nous débutons l'année en puisant dans les liquidités pour investir en parts de douze fonds de performance absolue. En matière obligataire, nous acquérons 1% de futures Bund au niveau de -0,377% de rendement sur le Bund 10 ans. Sur les actions, nous décidons d'augmenter la présence de la thématique des fonds verts et des petites valeurs. A cet effet, nous arbitrons partiellement Covea Actions Euro en faveur de Covéa Solis, Covéa Aeris et Covéa Terra ; ainsi que Covéa Actions France en faveur de Covéa Perspectives PME. Nous modulons l'exposition actions avec des futures CAC40 tout au long du mois de janvier : Nous achetons 0,5% de futures Dj Eurostoxx 50 sur le niveau de 3688 points ; ainsi qu'à deux reprises 0,75% de futures Dj Eurostoxx 50 sur les niveaux de 3 647 et 3 612 points.

Dans la même logique, du premier au dix-neuf février nous acquérons des parts des fonds de performance absolue Allianz Volatility Strategy et Allianz Credit Opportunities. Nous cédon 0,75% de futures Dj Eurostoxx 50 sur le niveau de 3 742 points; ainsi qu'à deux reprises 0,5% de futures Dj Eurostoxx 50 sur les niveaux de 3 824 et 3 863 points.

RAPPORT DE GESTION

Alors que les marchés mondiaux atteignent leur plus haut annuel, exprimé en euros le 19 février 2020, votre fonds s'expose aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 30,3%, 2,5%, 22,4%, 6,8% et 38%.

Entre le 19 février et 23 mars, les bourses enregistrent une correction historique.

Les intervenants intègrent progressivement que les autorités chinoises ne parviennent pas à contenir une possible pandémie mondiale de la Covid-19. Une exceptionnelle correction finit par éclater mi-février et se déroule pendant un mois. Avec le confinement de plusieurs milliards de personnes, les bourses s'ajustent à l'éclatement de la plus grave crise économique des temps modernes. Les marchés mondiaux peinent à trouver leur équilibre et s'enfoncent dans une spirale baissière et de course à la liquidité. Actions, obligations, actifs refuges traditionnels sont massivement vendus.

Entre le 19 et fin février, nos opérations traduisent la force du recul des marchés mondiaux : en faisant l'analyse que les taux courts resteront négatifs pendant de longs mois, nous augmentons la présence des fonds de performance absolue en achetant des parts de 14 véhicules d'investissement. En matière obligataire, nous cédon 1% de futures Bund au niveau de -0,47% de rendement sur le Bund 10 ans. Plus encore, en matière d'actions, nous procédons à 18 achats successifs de futures Dj Eurostoxx 50, échelonnés de 3 750 points à 3 303 points. Additionnés, ils correspondent à une augmentation d'exposition actions de 13,8 points.

En mars, le recul des marchés d'actions s'accroît de manière exceptionnelle jusqu'au creux du vingt-trois, qui constitue le plus bas annuel. Devant le constat d'une moindre fluidité du marché monétaire, nous commençons préventivement à arbitrer progressivement les fonds monétaires de SGP externes en faveur de Covéa Sécurité. Au cours des vingt-trois séances, l'usage des montants des souscriptions/rachats cumulés nous porte à vendre des parts du fonds obligataire Covéa Oblig Inter, et des fonds d'actions Covéa Actions Croissance et Covéa Actions France. A contrario, nous souscrivons des parts des fonds Covéa Aqua, Covéa Actions Europe Opportunités, Covéa Actions Rendement, Natixis Actions Agro-Alimentaires et Covéa Flexible ISR, Covéa Perspectives PME. En matière de dérivés, nous effectuons plusieurs allers retours avec des futures Bund dans la fourchette comprise entre -0,875% et -0,235% sur le Bund 10 ans, qui induisent une augmentation d'exposition obligataire de 0,5 point. Nous exploitons activement la volatilité des marchés actions : additionnés, les allers-retours sur futures DJ Eurostoxx 50 correspondent à une augmentation d'exposition actions de 5,4 points.

Alors que les marchés mondiaux atteignent leur plus bas annuel, exprimé en euros le 23 mars 2020, votre fonds s'expose aux actions à hauteur de 39,6%.

L'engagement rapide de moyens phénoménaux, par les principaux Etats, banques centrales et organisations internationales, au travers de plans massifs, souvent annoncés comme potentiellement « sans limites », de soutien aux économies, redonnent espoir aux intervenants et permettent aux bourses de rebondir, jusqu'à la fin de l'année.

Le redressement des indices obligataires internationaux est relativement linéaire.

En revanche, celui des actions se caractérise par différentes vitesses d'accélération selon les périodes : la reprise des indices actions internationaux exprimés en euros est relativement vive jusque fin juin. Elle s'essouffle ensuite jusqu'à fin octobre pour retrouver une forte dynamique à partir de début novembre : en effet à ce moment-là, l'espoir d'un remède contre la Covid entraîne l'envolée de valeurs jugées décotées, cycliques ou de rendement. Dans ces configurations, nous continuons à opérer de multiples allers et retours sur des futures DJ Eurostoxx 50, Bund et EUR/USD, qui permettent d'exploiter la volatilité et de moduler les expositions actions, obligataires et de change.

RAPPORT DE GESTION

Ainsi, les opérations les plus significatives sont les suivantes :

Entre le 23 mars et le 30 juin, en phase de rebond accéléré des actions :

- En matière d'actions, dans l'optique de se positionner sur des activités a priori résilientes, nous augmentons la présence des fonds verts, au travers de Covéa Terra et dans une moindre mesure Covéa Aqua. Nous investissons en parts de Covéa Perspectives PME, qui mise sur des petites structures a priori agiles.
- Nous achetons des parts de Covéa Actions Europe hors Euro. Les pays scandinaves adoptent notamment des mesures sanitaires impactant moins leurs économies que d'autres pays à travers le monde.
- Nous limitons les risques de contreparties avec les SGP externes : fin mars, pour sortir nos avoirs de la SGP Invesco Management SA, nous arbitrons le fonds Invesco Japanese Equity Advantage en faveur de Covea Actions Japon et cédon Invesco Global Target Return. Nous cédon toutes les parts des produits actions des SGP externes restantes en juin, ce qui permet de constituer des liquidités; à cette occasion, l'exposition aux expositions américaines diminue de 0,3 point alors la vente de la ligne d'ETF IShares MSCI Japan impacte l'exposition en actions japonaises de -0,5 point.
- En matière obligataire, nous allongeons la duration en cedant des parts de Covéa Moyen terme au bénéfice de Covéa Oblig Inter, Covéa Oblig, Covéa Euro Spread.
- En matière de dérivés, sur toute la période, les allers retours sur les futures Bund n'impactent pas l'exposition obligataire in fine. En revanche, l'addition des opérations d'allers-retours sur les futures DJ Eurostoxx 50 participent à une réduction de l'exposition actions proche de 15,5 points.

Ainsi à la fin du premier semestre, votre fonds s'expose aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 30%, 2,5%, 22,1%, 10,7% et 34,7%.

A partir de juillet, les marchés engagent une progression modérée jusque fin octobre. Les statistiques macroéconomiques qui traduisent des ralentissements économiques – exceptionnels en particulier aux Etats-Unis au T2 – sont contrebalancées par la qualité des publications d'entreprises et l'attente des plans de relance des deux côtés de l'Atlantique. Aussi, nous effectuons les opérations les plus significatives suivantes :

Entre le 1 juillet et le 31 octobre, en phase de rebond « au ralenti » des actions :

- Faisant le constat que la crise sanitaire impacte plus la France que d'autres pays européens, et aussi que nombre d'entreprises restreignent ou arrêtent la distribution de dividendes, nous cédon des parts de Covéa Actions France et de Covéa Actions Rendement en juillet.
- Le dollar américain étant impacté par la profondeur de la récession de l'économie américaine, nous acquérons à deux reprises 1% de cette devise fin juillet, au travers de la vente de futures EUR/USD aux niveaux respectifs de 1,16 et 1,1799. Nous cédon 1% de cette dernière position fin septembre au niveau de 1,16, alors que les statistiques d'activités se redressent.
- En matière de convertibles, nous arbitrons DNCA Convertibles en faveur de Preeval Convertibles.

RAPPORT DE GESTION

- Etant donné les rendements négatifs des fonds monétaires, nous continuons à acheter des parts de fonds de performance absolue, à partir d'août, au travers de BSF – Absolut Return.
- A partir de la rentrée, et alors que votre fonds adopte son nouvel indice de référence (55% MSCI Euro + 25% FTSE MTS 5-7 ans + 20% Eonia dividendes et coupons nets réinvestis), nous constituons les lignes d'actions en direct Total et BNP Paribas, que nous jugeons décotées. Nous complétons ces lignes fin octobre.
- En matière de dérivés et sur l'ensemble de la durée, l'addition des opérations d'allers-retours en futures Bund participe à une baisse de l'exposition obligataire de l'ordre de -3 points. En revanche, l'addition des opérations d'allers-retours en futures DJ Eurostoxx50 participe à une élévation de l'exposition actions d'environ +0,7 points.

A fin octobre, votre fonds s'expose aux actions, convertibles, obligations, fonds de performance absolue, monétaires et liquidités respectivement à hauteur de 31,9%, 2,4%, 18,8%, 10,4% et 36,5%.

Avec des investisseurs, majoritairement rassurés par les annonces de commercialisation prochaines de remèdes contre la Covid19, par les résultats de l'élection présidentielle américaine et par la bonne tenue de l'activité en Asie, les actions bénéficient de flux records en novembre, qui s'investissent en priorité sur les entreprises les plus impactées par la pandémie, entraînant une violente rotation sectorielle des valeurs de croissance vers les plus cycliques, décotées ou de rendement.

Entre le 1 novembre et la fin de l'année, en phase de nouvelle accélération de la hausse des actions :

- Nous cédon au cours de la première quinzaine de novembre les titres Total et BNP Paribas.
- En fin de mois, nous souscrivons 3,1M€ d'obligations convertibles Téléperformance 0,25% 11/27.
- En matière de dérivés, l'addition des opérations d'allers-retours en futures DJ Eurostoxx50 participe à une réduction de l'exposition actions d'environ 5,5% points.

En définitive, l'année s'achève avec des expositions sur les actions, obligations convertibles, obligations et liquidités respectivement de 26,4% (-12,9 points par rapport au 18 mars de cette année ; -1,8 points par rapport au début de l'année), 2,4% (-0,3 points par rapport au 18 mars et -0,1 point par rapport au début de l'année), 18,6% (-6,6 points par rapport au 18 mars ; -5,1 points par rapport au début de l'année), et 42,1% (+20,7 points par rapport au 18 mars ; +1,3 points par rapport au début de l'année).

La crise sanitaire du Covid-19 n'a pas eu de conséquences significatives sur l'OPC au cours de l'exercice.

• Perspectives

Après une année aussi atypique, les marchés financiers feront face à plusieurs challenges :

L'optimisme a été entretenu par la perspective de plusieurs vaccins. Mais depuis quelques semaines une recrudescence de la pandémie et par conséquent des confinements et fermetures administratives viennent en contradiction de cet optimisme. Il ne sera justifié, et avec lui le rebond de la croissance économique, que si la vaccination est en mesure d'être rapide (plus rapide que la diffusion de la maladie) générale, et efficace face aux nouvelles souches de COVID 19. Dans certains pays cette hypothèse semble trop optimiste. Si cela s'avérait impossible, les anticipations de croissance économique pour 2021 et donc de croissance de bénéfices devraient être révisées à la baisse.

RAPPORT DE GESTION

L'autre challenge en ce début d'année est la valorisation des marchés. Elle est excessive, partout dans le monde et basée sur la confiance dans un meilleur avenir, des taux absurdement bas, et des Banques Centrales qui font tout pour empêcher la crise économique de s'installer, allant comme la Banque du Japon jusqu'à acheter des ETF actions. Cette valorisation est-elle soutenable, face aux risques de déception économiques ou de possible remontée des taux ? Déjà aux Etats-Unis, les taux sont remontés au-dessus de 1%. Enfin, les gouvernements ont mis en place tout au long de 2020 des mesures pour protéger le consommateur ou certaines entreprises. Le réveil, c'est-à-dire la fin des aides, fera apparaître à quel point certains secteurs économiques sont durablement impactés par cette récession.

La transition énergétique, qui fait la quasi-unanimité dans certains pays développés et surtout en Europe, sera-t-elle suffisante pour compenser les pertes durables de richesse et d'emplois ?

L'année 2020 a été aussi le théâtre d'une guerre technologique entre américains et chinois. Les japonais, les coréens, sont rentrés dans le débat par les choix qu'ils ont fait durant cette année. Gageons que 2021 sera de nouveau une année dense en sujets de crispations et d'expression de souveraineté.

RAPPORT DE GESTION

• PERFORMANCES ET INFORMATIONS SUR L'OPC

PERFORMANCES

En 2020, la performance de COVEA PROFIL EQUILIBRE a été de 1,26% pour la part C, de 1,26% pour la part D.

La performance de son indice de référence, 30% MSCI Euro + 35% FTSE MTS 5-7 ans + 35% Eonia dividendes et coupons nets réinvestis, a été de 5,91%.

La performance obtenue sur la période ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC.

TECHNIQUE DE GESTION EFFICACE DU PORTEFEUILLE

Le fonds n'a pas eu recours pour l'exercice 2020, à des techniques de gestion efficace de portefeuille (par le biais d'opérations de cessions d'acquisitions temporaires de titres ou par le recours à des instruments financiers dérivés de gré à gré) et aucune garantie financière (autrement qu'en espèces), n'a été reçue à ce titre.

Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés :

- Change à terme : néant.
- Future : -150 902 900,82 EUR.
- Options : néant.
- Swap : néant.

En fin d'exercice, le fonds détient une position courte exposée à des obligations allemandes de maturité 10 ans via des futures Euro Bund d'échéance mars 2021 à hauteur de 14,03 millions d'euros, soit -1,6% du portefeuille.

Sur la partie actions, le fonds détient une position courte sur des futures Euro Stoxx 50 d'échéance mars 2021 pour 132,63 millions d'euros soit -15,2% du portefeuille.

Sur la partie devises, le fonds est exposé à hauteur de +0,5% à l'USD contre EUR via une position courte sur des futures EUR/USD d'échéance mars 2021 pour le montant de 4,24 millions d'euros.

TRANSPARENCE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA RÉUTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS (Règlement SFTR)

L'OPC n'a pas eu recours aux opérations entrant dans le cadre du règlement SFT au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2020.

RAPPORT DE GESTION

PRINCIPAUX MOUVEMENTS DANS LE PORTEFEUILLE AU COURS DE L'EXERCICE

Mouvements ("Devise de comptabilité")		
Titres	Acquisitions	Cessions
COVEA SECURITE G	65 298 240,25	49 401 026,38
FRENCH REP ZCP 09-09-20	20 032 954,21	20 000 000,00
A MUNDI CASH INSTITUTIONS SRI I	4 142 548,08	27 461 743,08
FRAN TREASURY BILL BTF ZCP 29-07-20	15 024 949,24	15 000 000,00
FRENCH REP ZCP 09-12-20	15 021 605,66	15 000 000,00
FRENCH REP ZCP 16-09-20	14 018 022,50	14 000 000,00
FRAN TREASURY BILL BTF ZCP 24-06-20	14 016 381,68	14 000 000,00
FRENCH REP ZCP 27-05-20	14 011 314,10	14 000 000,00
A MUNDI CASH CORPORATE IC	2 564 134,00	25 402 063,47
BNPP MONEY 3M IC	3 493 073,71	24 280 419,85

RAPPORT DE GESTION

• INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

METHODE DE CALCUL DU RISQUE GLOBAL

Le risque global de l'OPCVM est mesuré par la méthode de calcul de l'engagement.

INFORMATIONS SUR LES POLITIQUES DE SÉLECTION DES INTERMÉDIAIRES D'EXECUTION ET LA POLITIQUE EXECUTION

Conformément à ses obligations professionnelles telles que définies par le Code Monétaire et Financier et le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de ses activités de Société de gestion de portefeuille, Covéa Finance publie et réexamine annuellement des politiques décrivant l'organisation et les critères retenus pour veiller à la protection des intérêts de ses clients lors de l'exécution d'un ordre issu de ses décisions de gestion.

Ces politiques de meilleure sélection des intermédiaires en exécution et de meilleure exécution (ci-après dénommées les « Politiques ») sont disponibles sur le site internet de Covéa Finance à l'adresse www.covea-finance.fr.

Conformément à ses Politiques, les équipes de négociation de la Société de gestion sont tenues de réaliser leurs transactions sur les marchés financiers avec des intermédiaires figurant sur une liste autorisée définie par un comité de référencement.

Un comité de sélection et d'évaluation se réunit une fois par an pour évaluer la qualité d'exécution des intermédiaires sélectionnés selon plusieurs critères quantitatifs. Ce dernier comité se tient en présence des équipes de négociation en charge de la sélection et de l'évaluation des intermédiaires d'exécution mais également des responsables de gestion, du middle office, du juridique et du contrôle interne.

Des comités ad hoc mensuels peuvent également se réunir notamment en cas de changement notable dans la qualité de service d'un intermédiaire autorisé, d'une modification des conditions de marché ou d'une évolution propre à Covéa Finance.

Le respect de la liste des intermédiaires fait l'objet d'un contrôle par le RCCI.

Conformément aux dispositions du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers en vigueur, un compte rendu relatif aux frais d'intermédiation figure sur le site de Covéa Finance à l'adresse www.covea-finance.fr.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Conformément à l'article 321-132 du règlement général de l'AMF, les droits attachés à la qualité d'actionnaire des OPCVM et notamment les droits de vote ont été exercés librement dans la limite des contraintes légales. Ce droit de vote est exercé dans l'intérêt des porteurs d'actions et de parts d'OPCVM conformément à la politique de vote définie par Covéa Finance et disponible sur le site de Covéa Finance : www.covea-finance.fr.

RAPPORT DE GESTION

CRITÈRES ESG

Conformément à l'article 173 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique, Covéa Finance met en œuvre une démarche générale afin de prendre en compte les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans son processus d'investissement en suivant un calendrier de déploiement adapté et progressif. L'ensemble des informations sur les critères ESG sont accessibles sur le site internet de Covéa Finance à l'adresse : www.covea-finance.fr.

INFORMATIONS SUR LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Covéa Finance, en tant que gestionnaire, attache une importance particulière au respect de l'ensemble des dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM ») et dans de la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 sur les gestionnaires d'OPCVM (ci-après désignée la « Directive OPCVM V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur le fonds.

Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Au cours de l'exercice 2020, le montant total des rémunérations annoncées par Covéa Finance à l'ensemble de son personnel (personnes au 31/12/2020) s'est élevé à 13 011 826 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- 10 684 251 euros soit 82% du total des rémunérations versées par la société à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations fixes ; et
- 2 327 575 euros, soit 18% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations variables totale. Le versement de rémunérations variables a concerné pour l'exercice 2020, 138 personnes. Un collaborateur a été concerné par un différé de rémunération variable sur 3 ans.

Sur le total des rémunérations annoncées par le gestionnaire au titre de l'exercice, 6 324 337 euros concernaient les cadres salariés de Covéa Finance dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds, tels que définis dans notre Politique de Rémunération 2020.

Montant des rémunérations versées par le fonds au personnel du gestionnaire

Covéa Finance ne pratique pas d'intéressement aux plus-values réalisées (ou *carried interest*) et aucune rémunération (fixe ou variable) à destination des gérants n'est versée par le fonds.

Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque du fonds et sur la gestion des conflits d'intérêt

En février 2017, Covéa Finance a mis en conformité avec la Directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (directive OPCVMV) sa politique de rémunération existante, revue le règlement intérieur de sa Commission de Rémunération et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation tout en procédant à un travail d'identification des collaborateurs de son personnel impactés par les nouvelles dispositions en matière de rémunération issues de la Directive AIFM et de la Directive OPCVM V et de ses textes de transposition (ci-après la « Population Identifiée »). Il s'agit des collaborateurs respectant les deux conditions cumulatives suivantes :

- (i) appartenant à une catégorie de personnel bénéficiant d'une rémunération variable et susceptible d'avoir un impact sur le profil de risque du gestionnaire ou du fonds géré et ;
- (ii) ayant une rémunération variable supérieure à 200 000 € traduisant le niveau de responsabilité sur le profil de risque.

RAPPORT DE GESTION

Lorsque la rémunération de la Population Identifiée varie en fonction de performances, son montant total, qui est plafonné à un niveau inférieur à sa rémunération fixe, est établi par le gestionnaire en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle à laquelle il appartient et/ ou du panier de portefeuille (OPC, FIA et Mandat) avec celles des résultats d'ensemble du gestionnaire. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers.

L'ensemble des principes sont décrits dans la Politique de Rémunération de Covéa Finance, disponible sur son site Internet.

Gouvernance et contrôle de la politique de rémunération

La politique de rémunération est revue annuellement par la Commission de Rémunération définie par les statuts de Covéa Finance, composée de :

- un représentant du Comité de Surveillance de Covéa Finance,
- deux représentants du Groupe Covéa, indépendant de Covéa Finance, dont au moins un d'entre eux participe au comité des Rémunérations du Groupe Covéa, et
- la Présidente de Covéa Finance.

Conformément à la réglementation, la majorité des membres de la Commission de Rémunération n'exerce pas de fonctions exécutives au sein de Covéa Finance et n'en est pas salarié.

RAPPORT DE GESTION

FRAIS et FISCALITE

COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU REGIME FISCAL DU COUPON

Néant.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES (PEA, etc...)

Néant.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2020**

COVEA PROFIL EQUILIBRE
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régé par le Code monétaire et financier

Société de gestion
COVEA FINANCE
8-12, rue Boissy d'Anglas
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement COVEA PROFIL EQUILIBRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 02/01/2020 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



COVEA PROFIL EQUILIBRE

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les Organismes de Placements Collectifs, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des Organismes de Placements Collectifs et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



COVEA PROFIL EQUILIBRE

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



COVEA PROFIL EQUILIBRE

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Frédéric SELLAM

COMPTES DE L'EXERCICE

BILAN ACTIF au 31/12/2020 (EUR)

	31/12/2020	31/12/2019
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS		
INSTRUMENTS FINANCIERS	807 402 804,36	815 505 088,54
Actions et valeurs assimilées		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées	5 978 255,80	9 230 616,18
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	5 978 255,80	9 230 616,18
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances	21 785 096,85	5 868 386,29
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	21 785 096,85	5 868 386,29
Titres de créances négociables	21 785 096,85	5 868 386,29
Autres titres de créances		
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
Organismes de placement collectif	778 361 673,05	799 378 674,98
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	778 361 673,05	799 378 674,98
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres		
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	1 277 778,66	1 027 411,09
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 277 778,66	1 027 411,09
Autres opérations		
Autres instruments financiers		
CRÉANCES	11 152 358,96	9 812 727,41
Opérations de change à terme de devises		
Autres	11 152 358,96	9 812 727,41
COMPTES FINANCIERS	53 767 180,59	3 522 600,79
Liquidités	53 767 180,59	3 522 600,79
TOTAL DE L'ACTIF	872 322 343,91	828 840 416,74

BILAN PASSIF au 31/12/2020 (EUR)

	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	876 818 512,47	841 468 267,55
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	1 471 833,46	-7 285 949,30
Résultat de l'exercice (a,b)	-7 986 297,73	-7 152 398,11
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	870 304 048,20	827 029 920,14
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	1 277 778,65	1 027 411,08
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	1 277 778,65	1 027 411,08
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	1 277 778,65	1 027 411,08
Autres opérations		
DETTES	740 517,06	783 085,52
Opérations de change à terme de devises		
Autres	740 517,06	783 085,52
COMPTES FINANCIERS		
Concours bancaires courants		
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	872 322 343,91	828 840 416,74

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN au 31/12/2020 (EUR)**31/12/2020****31/12/2019****OPÉRATIONS DE COUVERTURE****Engagement sur marchés réglementés ou assimilés****Contrats futures**

EURO STOXX 50 0321	132 628 000,00	
FGBL BUND 10A 0321	14 033 560,00	
CME EC EURUSD 0320		14 813 022,97
EUR XEUR FESX D 0320		100 832 160,00
XEUR FGBL BUN 0320		16 026 060,00
XPAR FCECAC 0120		7 999 800,00

Engagement sur marché de gré à gré**Autres engagements****AUTRES OPÉRATIONS****Engagement sur marchés réglementés ou assimilés****Contrats futures**

EC EURUSD 0321	4 241 341,37	
----------------	--------------	--

Engagement sur marché de gré à gré**Autres engagements**

COMPTE DE RESULTAT au 31/12/2020 (EUR)

	31/12/2020	31/12/2019
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	5 146,06	18 167,01
Produits sur actions et valeurs assimilées	44 743,38	
Produits sur obligations et valeurs assimilées	594 104,31	936 988,88
Produits sur titres de créances	41 221,39	21 628,14
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
TOTAL (1)	685 215,14	976 784,03
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	268 734,18	76 738,13
Autres charges financières		
TOTAL (2)	268 734,18	76 738,13
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	416 480,96	900 045,90
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	8 250 511,63	7 855 412,27
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	-7 834 030,67	-6 955 366,37
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-152 267,06	-197 031,74
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	-7 986 297,73	-7 152 398,11

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS**1. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

- Les titres de créances négociables (TCN) et valeurs assimilées :

i. Les bons du trésor et valeurs assimilées (BTF, T-bill, Letras, BOTS etc...) ainsi que les titres négociables à moyen terme et valeurs assimilées dont l'échéance est supérieure à un an sont évalués selon un prix de marché sur la base de cours contribués.

ii. Les titres négociables à court terme et valeurs assimilées (ECP, NEU CP etc...) dont l'échéance est inférieure à un an sont évalués quotidiennement selon les modalités suivantes :

1. Pour les titres acquis jusqu'au 30/11/2018 :

- Si la date de maturité est inférieure au 21/01/2019 inclus : ils sont évalués de façon linéaire
- Si la date de maturité est supérieure au 21/01/2019 : ils sont évalués via un spread et une courbe de taux composite représentative de l'univers d'investissement à compter du 03/12/2018.

2. Pour les titres acquis à partir du 03/12/2018 et quelle que soit la date de maturité : ils sont évalués via un spread et une courbe de taux composite représentative de l'univers d'investissement.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0000445058 - Covea Profil Equilibre D : Taux de frais maximum de 1,10% TTC maximum.

FR0010395608 - Covea Profil Equilibre C : Taux de frais maximum de 1,10% TTC maximum.

La rétrocession de frais de gestion à percevoir est prise en compte à chaque valeur liquidative. Le montant provisionné est égal à la quote-part de rétrocession acquise sur la période concernée.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Parts Covea Profil Equilibre C	Capitalisation	Capitalisation
Parts Covea Profil Equilibre D	Distribution	Capitalisation

2. EVOLUTION DE L'ACTIF NET au 31/12/2020 (EUR)

	31/12/2020	31/12/2019
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	827 029 920,14	726 617 550,49
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	127 665 765,62	142 475 548,91
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-95 319 804,56	-98 925 285,37
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	3 953 059,61	3 199 760,19
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-3 070 223,05	-701 554,12
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	22 857 785,03	7 026 313,58
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-21 800 935,31	-17 368 429,77
Frais de transactions	-119 339,94	-64 113,36
Différences de change	-1 429 995,12	412 919,87
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	20 554 856,19	70 414 864,00
Différence d'estimation exercice N	78 456 203,51	57 901 347,32
Différence d'estimation exercice N-1	-57 901 347,32	12 513 516,68
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-2 183 009,74	897 712,09
Différence d'estimation exercice N	-1 250 538,65	932 471,09
Différence d'estimation exercice N-1	-932 471,09	-34 759,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-7 834 030,67	-6 955 366,37
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	870 304 048,20	827 029 920,14

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

■ 3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	5 978 255,80	0,69
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	5 978 255,80	0,69
TITRES DE CRÉANCES		
Bons du Trésor	21 785 096,85	2,50
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	21 785 096,85	2,50
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Actions	132 628 000,00	15,24
Taux	14 033 560,00	1,61
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	146 661 560,00	16,85
AUTRES OPÉRATIONS		
Change	4 241 341,37	0,49
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	4 241 341,37	0,49

■ 3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	5 978 255,80	0,69						
Titres de créances	21 785 096,85	2,50						
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							53 767 180,59	6,18
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	14 033 560,00	1,61						
Autres opérations								

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

■ 3.3. VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées					2 887 481,48	0,33			3 090 774,32	0,36
Titres de créances	21 785 096,85	2,50								
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	53 767 180,59	6,18								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers										
HORS-BILAN										
Opérations de couverture									14 033 560,00	1,61
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

■ 3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 JPY		Devise 3 GBP		Devise N AUTRE(S)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées	2 887 481,48	0,33						
Titres de créances	9 779 008,43	1,12						
OPC								
Opérations temporaires sur titres								
Créances	70 100,24	0,01						
Comptes financiers	2 898 903,55	0,33	215 819,66	0,02	166 254,54	0,02		
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes								
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations	4 241 341,37	0,49						

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

■ 3.5. CREANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit / crédit	31/12/2020
CRÉANCES		
	Souscriptions à recevoir	3 26 050,22
	Dépôts de garantie en espèces	10 826 308,74
TOTAL DES CRÉANCES		11 152 358,96
DETTES		
	Rachats à payer	7 883,29
	Frais de gestion fixe	732 633,77
TOTAL DES DETTES		740 517,06
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		10 411 841,90

■ 3.6. CAPITAUX PROPRES

■ 3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part Covea Profil Equilibre C		
Parts souscrites durant l'exercice	9 667 838,5109	125 162 189,45
Parts rachetées durant l'exercice	-7 035 013,4058	-89 921 909,74
Solde net des souscriptions/rachats	2 632 825,1051	35 240 279,71
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	61 738 832,9664	
Part Covea Profil Equilibre D		
Parts souscrites durant l'exercice	92 255,0000	2 503 576,17
Parts rachetées durant l'exercice	-201 027,8248	-5 397 894,82
Solde net des souscriptions/rachats	-108 772,8248	-2 894 318,65
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	1 055 439,3184	

■ 3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part Covea Profil Equilibre C	
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Part Covea Profil Equilibre D	
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

■ 3.7. FRAIS DE GESTION

31/12/2020

Parts Covea Profil Equilibre C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	7 949 891,91
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Frais de gestion variables	
Rétrocessions des frais de gestion	1 420,16
Parts Covea Profil Equilibre D	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	302 095,64
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,00
Frais de gestion variables	
Rétrocessions des frais de gestion	55,76

■ 3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNES

■ 3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant.

■ 3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant.

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

■ 3.9. AUTRES INFORMATIONS

■ 3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

31/12/2020

Titres pris en pension livrée

Titres empruntés

■ 3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

31/12/2020

Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine

Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan

■ 3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2020
A ctions			
O bligations			
TCN			
O PC			6 73 600 053,11
	FR0007483474	COV.ACT.RENDEM.4D	51 152 607,68
	FR0000289431	COV.FIN.ACT.JAP.4D	10 169 036,43
	FR0010567529	COVEA-ACTEUR-I	74 286 785,16
	FR0011208784	COVEA ACTIONS AMERIQUE MID CAPIC 4DEC	3 038 325,00
	FR0007022157	COVEA ACTIONS CROISSANCE-C	15 504 768,58
	FR0013367182	COVEA ACTIONS CROISSANCE I	14 675 999,94
	FR0000985368	COVEA ACTIONS EUR.C FCP 4DEC	13 361 600,28
	FR0011120377	COVEA ACTIONS FRANCE	38 155 223,04
	FR0013312642	COVEA AERIS PART I	14 230 385,60
	FR0013312675	COVEA AQUA PART I	11 837 784,32
	FR0000939969	COVEA EURO SOUVERAIN C	28 695 520,50
	FR0000441651	COVEA EURO SPREAD D	27 962 557,44
	FR0011134535	COVEA HAUT RENDEMENT I	5 682 388,04
	FR0000931446	COVEA MOYENTERME	59 568 378,01
	FR0000289472	COVEA OBLIGATIONS C	9 003 704,87
	FR0011070762	COVEA OBLIGATIONS CONVERTIBLES IC	5 104 204,14

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

Code ISIN	Libellé	31/12/2020
FR0000939936	Covea OBLIGINTER	37 494 859,95
FR0010567537	COVEA PERSPECTIVE ENTREPRISE I	18 168 534,94
FR0000931412	COVEA SECURITE G	140 102 789,32
FR0000002164	COVEA SELECTIF C	19 815 858,02
FR0013312683	COVEA SOLIS PART I	14 304 031,14
FR0013312733	COVEA TERRA PART I	14 272 854,46
FR0007497789	MAAF INVESTISSEMENT	1 360 008,21
FR0010567487	MMA EURO ACTIONS I 3 DEC	14 806 564,22
FR0000441628	MMA EUROPE HORS EURO FCP 3 DEC	30 845 283,82
Instruments financiers à terme		
Total des titres du groupe		673 600 053,11

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

■ 3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

■ Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/12/2020	31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	-7 986 297,73	-7 152 398,11
Total	-7 986 297,73	-7 152 398,11

	31/12/2020	31/12/2019
Parts Covea Profil Equilibre C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	-7 720 784,81	-6 879 798,27
Total	-7 720 784,81	-6 879 798,27

	31/12/2020	31/12/2019
Parts Covea Profil Equilibre D		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	-265 512,92	-272 599,84
Total	-265 512,92	-272 599,84

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

■ Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	31/12/2020	31/12/2019
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	1 471 833,46	- 7 285 949,30
A comptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	1 471 833,46	-7 285 949,30

	31/12/2020	31/12/2019
Parts Covea Profil Equilibre C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	1 422 900,82	- 7 008 259,35
Total	1 422 900,82	-7 008 259,35

	31/12/2020	31/12/2019
Parts Covea Profil Equilibre D		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	48 932,64	- 277 689,95
Total	48 932,64	-277 689,95

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

■ 3.11. TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'ENTITE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	30/12/2016	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020
Actif net Global en EUR	387 221 772,97	668 277 653,60	726 617 550,49	827 029 920,14	870 304 048,20
Parts Covea Profil Equilibre C EUR					
Actif net	350 908 148,62	631 611 669,07	694 131 580,73	795 509 282,86	841 369 876,79
Nombre de titres	27 377 550,5872	47 928 007,0505	55 552 823,9219	59 106 007,8613	61 738 832,9664
Valeur liquidative unitaire	12,81	13,17	12,49	13,45	13,62
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes	0,09	0,14	0,27	-0,11	0,02
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,10	-0,10	-0,11	-0,11	-0,12
Parts Covea Profil Equilibre D EUR					
Actif net	36 313 624,35	36 665 984,53	32 485 969,76	31 520 637,28	28 934 171,41
Nombre de titres	1 408 385,3300	1 383 099,2180	1 292 441,6092	1 164 212,1432	1 055 439,3184
Valeur liquidative unitaire	25,78	26,51	25,13	27,07	27,41
Capitalisation unitaire sur +/- valeurs nettes	0,19	0,29	0,55	-0,23	0,04
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,20	-0,21	-0,22	-0,23	-0,25

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

■ 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS en EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ETATS-UNIS				
UNITED STATES TREASURY NOTE BOND 1.875% 31-01-22	USD	3 450 000	2 887 481,48	0,33
TOTAL ETATS-UNIS			2 887 481,48	0,33
FRANCE				
TELEPERFORMANCE	EUR	3 100 000	3 090 774,32	0,36
TOTAL FRANCE			3 090 774,32	0,36
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			5 978 255,80	0,69
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			5 978 255,80	0,69
Titres de créances				
Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé				
ETATS-UNIS				
UNIT STATES TREASURY BIL ZCP 14-01-21	USD	12 000 000	9 779 008,43	1,12
TOTAL ETATS-UNIS			9 779 008,43	1,12
ITALIE				
ITAL BUON ORDINE ZCP 29-01-21	EUR	12 000 000	12 006 088,42	1,38
TOTAL ITALIE			12 006 088,42	1,38
TOTAL Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé			21 785 096,85	2,50
TOTAL Titres de créances			21 785 096,85	2,50
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
CANDRIAM LONG SHORT CREDIT R EUR ACC	EUR	33 679	3 553 471,29	0,41
Candriam Risk Arbitrage I	EUR	3 682	5 554 481,10	0,64
COVACT.RENDEM.4D	EUR	401 134	51 152 607,68	5,87
COV.FIN.ACT.JAP.4D	EUR	257 901	10 169 036,43	1,17
COVEA-ACT EUR-I	EUR	299 278	74 286 785,16	8,54
COVEA ACTIONS AMERIQUE MID CAP IC 4DEC	EUR	35 745	3 038 325,00	0,35
COVEA ACTIONS CROISSANCE-C	EUR	200 683	15 504 768,58	1,79
COVEA ACTIONS CROISSANCE I	EUR	126 966	14 675 999,94	1,69
COVEA ACTIONS EUR.C FCP 4DEC	EUR	50 495,4472	13 361 600,28	1,53
COVEA ACTIONS FRANCE	EUR	232 881	38 155 223,04	4,38
COVEA AERIS PART I	EUR	112 015	14 230 385,60	1,64
COVEA AQUA PART I	EUR	97 736	11 837 784,32	1,36
COVEA EURO SOUVERAIN C	EUR	505 025	28 695 520,50	3,30
COVEA EURO SPREAD D	EUR	1 820 479	27 962 557,44	3,22
COVEA HAUT RENDEMENT I	EUR	46 172	5 682 388,04	0,65
COVEA MOYEN TERME	EUR	234 872,5574	59 568 378,01	6,84
COVEA OBLIGATIONS C	EUR	70 462,5518	9 003 704,87	1,03
COVEA OBLIGATIONS CONVERTIBLES IC	EUR	206	5 104 204,14	0,59

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Covea OBLIGINTER	EUR	1 080 855	37 494 859,95	4,31
COVEA PERSPECTIVE ENTREPRISE I	EUR	71 018	18 168 534,94	2,08
COVEA SECURITEG	EUR	634 242	140 102 789,32	16,10
COVEA SELECTIF C	EUR	362 529,4185	19 815 858,02	2,27
COVEA SOLIS PART I	EUR	99 534	14 304 031,14	1,65
COVEA TERRA PART I	EUR	109 103	14 272 854,46	1,64
MAAF INVESTISSEMENT	EUR	140,3426	1 360 008,21	0,16
MMA EURO ACTIONS I 3 DEC	EUR	87 878	14 806 564,22	1,70
MMA EUROPE HORS EURO FCP 3DEC	EUR	420 121	30 845 283,82	3,54
PREVAAL CONVERTIBLES EUROPE I	EUR	12 904	15 722 491,68	1,81
TOTAL FRANCE			698 430 497,18	80,26
LUXEMBOURG				
AGIF ALLIANZ VOLATILITY STRATEGY FUND IT	EUR	4 972	4 765 313,96	0,55
Allianz Global Investors Fund - Allianz Credit Opportunities	EUR	4 335	4 537 617,90	0,52
AMUNDI ABS.FOR.IEC	EUR	4 212	4 168 321,56	0,47
BLACKROCK STR FD-EUR AB-I2EUR	EUR	19 221	2 972 912,07	0,35
BLACKROCK STR GL EVD -I2HEUR	EUR	50 423	5 993 782,01	0,69
DNCA INVEST-ALPHA BONDS CLASS I	EUR	40 726	4 253 830,70	0,48
DNCA INV-MIUR-IEUR	EUR	60 201,3815	7 514 336,44	0,86
ELEV-ABS LRET EUR FD-IEURA	EUR	4 148	4 884 809,24	0,57
EXANE FDS 1 CERES FUND CLA C.	EUR	303	5 408 022,78	0,62
EXANE FUNDS 2-EXANE CRISTAL FUND A CAP	EUR	474,8815	6 061 287,74	0,70
GS ABSOLUTE RETURN TR-IEURH	EUR	418 425	5 012 731,50	0,57
HGIF MULTI ASSET STYLE FACTORS X CAP	EUR	647 706	7 067 767,87	0,81
JP Morgan Investment Funds SICAV - Income Opportunity Fund	EUR	61 428	4 721 356,08	0,54
PICTET TOTRETATLAS HI EUR	EUR	42 037	4 939 767,87	0,57
Threadneedle (Lux) - Credit Opportunities 8E (EUR Accumulati	EUR	747 166,6	7 629 318,15	0,88
TOTAL LUXEMBOURG			79 931 175,87	9,18
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			778 361 673,05	89,44
TOTAL Organismes de placement collectif			778 361 673,05	89,44
Instrument financier à terme				
Engagements à terme fermes				
Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé				
EC EURUSD 0321	USD	-34	-31 344,23	
EURO STOXX 50 0321	EUR	-3 736	-1 246 434,42	-0,15
FGBL BUND 10A 0321	EUR	-79	27 240,00	
TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé			-1 250 538,65	-0,15
TOTAL Engagements à terme fermes			-1 250 538,65	-0,15
TOTAL Instrument financier à terme			-1 250 538,65	-0,15
Appel de marge				
A PPEL MARGE CACEIS	USD	38 462,5	31 344,23	
A PPEL MARGE CACEIS	EUR	1 219 194,43	1 219 194,43	0,15
TOTAL Appel de marge			1 250 538,66	0,15
Créances			11 152 358,96	1,28

3. COMPLEMENTS D'INFORMATION

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Dettes			-740 517,06	-0,09
Comptes financiers			53 767 180,59	6,18
Actif net			870 304 048,20	100,00



Rapport ESG – Art 173

Nom de l'entité : Covéa Profil Equilibré

31/12/2020

Présentation de la démarche générale de Covéa Finance

Covéa Finance est la Société de Gestion de Portefeuille (« SGP ») du groupe Covéa (réunissant les marques MMA, MAAF et GMF).

Covéa Finance positionne l'ESG comme un moyen complémentaire de maîtriser les risques embarqués dans ses portefeuilles en venant compléter et enrichir la vision traditionnelle de l'investissement basée sur des critères financiers, comptables et boursiers. La notion d'ESG apporte ainsi une réelle valeur ajoutée pour la gestion de portefeuilles.

Les grands principes

En raison de son modèle de gestion basé sur la collégialité, la transversalité, la primauté de l'allocation d'actifs sur le produit et de la recherche de performance absolue plutôt que relative, Covéa Finance a décidé d'avoir une approche globale de l'ESG dans toute sa chaîne de valeur. Etre responsable et comptable de l'argent de ses clients impose une approche graduelle et progressive dont le présent rapport rend compte pour la deuxième fois.

Les grands principes structurants qui encadrent la déclinaison de l'ESG sont :

- La prise en compte de la caractéristique principale de Covéa Finance comme filiale du groupe d'assurance Covéa, c'est-à-dire l'intégration des principes de base de l'assurance à l'intérieur de la gestion financière
- La prise en compte de la stratégie financière de Covéa
- La prise en compte du modèle de gestion de Covéa Finance
- La notion de progressivité dans l'intégration de l'ESG
- La recherche d'alignement d'intérêt entre les parties prenantes

Nos politiques et engagements

Trois politiques viennent encadrer et structurer la démarche ESG de Covéa Finance

- La politique ESG
- La politique d'exclusion
- La politique d'engagement actionnarial

La prise en compte de l'ESG dans le processus d'investissement est inscrite dans les objectifs d'entreprise à horizon 2026, et l'ESG est inclus dans la chaîne de valeur de Covéa Finance.

Ressources internes

Deux équipes sont impliquées dans l'analyse de critères extra-financiers à Covéa Finance :

- Pour les investissements en direct en ligne à ligne dans les mandats et OPC, l'analyse est effectuée par l'équipe d'analyse financière et extra-financière à travers deux méthodologies. La première porte sur les émetteurs souverains, et la seconde sur les émetteurs privés.

L'équipe d'analyse financière et extra-financière comprend aujourd'hui 10 analystes dédiés à l'appréciation des critères de performance extra-financière des émetteurs en portefeuille ou à l'étude. Ces moyens humains renforcés permettent à Covéa Finance de réaliser en interne l'ensemble des analyses ESG des

émetteurs, ce qui permet de fournir une appréciation poussée et qualitative aux équipes de gestion.

- Pour les investissements indirects à travers des fonds de fonds, l'analyse est effectuée par l'équipe de Multigestion au moyen de questionnaires globaux de sélection et d'évaluation qui comportent une rubrique extra-financière. Le premier niveau de questionnaire est destiné à la société de gestion tierce, et le second niveau est au niveau du fonds sous-jacent lui-même.

Le recours à des prestataires nous apportant une expertise spécifique et ciblée a été acté. Ceci vient en complément de la méthodologie de recherche développée en interne.

Ci-dessous les prestataires de données sélectionnés :

Prestataires	Données fournies	Expertise
ISS	Recommandations de vote et analyse	Analyse des résolutions présentées en Assemblée Générale (AG) au regard des exigences formulées par Covéa Finance dans sa politique de vote
ISS ESG	Données sectorielles	Identification des émetteurs selon les secteurs listés dans la politique d'exclusion
London Stock Exchange Group (ex-Beyond Ratings)	Indicateurs climat (émetteurs souverains et privés)	Expertise climat
CDP (ex-Carbon Disclosure Project)	Réponse des émetteurs aux questionnaires « Carbon », « Water » et « Forest »	Expertise environnementale
Urgewald	Liste des 120 développeurs / Global Coal Exit List (GCEL)	Expertise charbon

Pour plus d'informations sur la démarche de Covéa Finance, merci de consulter le site internet de Covéa Finance (rubrique : Engagements & ESG).

Réalisations et mise en œuvre

Composition du portefeuille

Fonds	Actif net au 31/12/2020 (M€)	Poids dans les encours de Covéa Finance	Eligibilité à une analyse ESG	Poids dans le portefeuille
Covéa Profil Equilibre	870	0,87%	Eligible à une analyse ESG*	93%
			Non-éligible à une analyse ESG**	7%

(*) Actions, Obligations privées, Obligations souveraines, OPC

(**) Monétaire, Liquidités, Futures

Méthodologie générale applicable à la SGP :

Conformément à sa méthodologie, Covéa Finance a fait le choix d'avoir une approche progressive. L'analyse ESG couvre les catégories suivantes : actions, obligations (émetteurs souverains et privés) et, depuis 2019, les Organismes de Placement Collectif (OPC) internes et externes.

Au 31/12/2020, 100% des encours totaux du fonds sont couverts par une analyse ESG via des questionnaires menés par l'équipe de Multigestion.

Information spécifique sur l'intensité carbone du fonds :

Au 31/12/2020, 99% des encours composant le portefeuille Covéa Profil Equilibre ne sont pas intégrés dans le calcul de l'intensité carbone, notamment pour des raisons de faisabilité (transparisation des fonds externes détenus dans les fonds de fonds) ou encore en raison de l'horizon court de l'investissement (monétaire).

Covéa Finance a donc choisi de ne pas publier l'intensité carbone de ce portefeuille dans un souci de représentativité (périmètre éligible au calcul trop peu représentatif : 1% du portefeuille).

Information spécifique sur la politique d'exclusion :

Au regard de la nature du fonds, la politique d'exclusion ne s'applique pas.

Information spécifique sur la politique d'engagement actionnarial :

Au regard de la nature du fonds, la politique d'engagement actionnarial ne s'applique pas.

Principes d'analyse ESG : démarche générale applicable à tous les fonds sauf les OPC externes

- ➔ Périmètre des émetteurs privés : Les fiches d'analyse produites par les analystes extra-financiers reposent essentiellement sur :
- l'étude de la documentation des émetteurs (rapport annuel, intégré, document de référence, rapport RSE, rapport Climat, site internet...) ;
 - les données relatives au climat et à la transition énergétique fournies par notre prestataire London Stock Exchange group ;
 - les échanges ayant lieu avec les entreprises dans le cadre du dialogue actionnarial ;
 - une veille sur des sujets extra-financiers dans les médias (ex. : controverses, tendances, pratiques...) ;
 - tous rapports publiés par des parties prenantes (fédérations professionnelles, associations de consommateurs, syndicats, ONG).

Pour chaque pilier « Environnement », « Social » et « Gouvernance » Covéa Finance a déterminé des critères, eux-mêmes subdivisés en indicateurs, qu'elle considère comme des fondamentaux communs à tous les émetteurs privés. Pour chacun de ces indicateurs et critères, une appréciation est établie :

- positive : va au-delà des attentes de Covéa Finance ;
- neutre : est en ligne avec les attentes de Covéa Finance ;
- négative : présente un certain retard au regard des attentes de Covéa Finance.

La consolidation de ces appréciations par indicateurs puis par critères permet d'obtenir une appréciation positive, neutre ou négative pour chacun des trois piliers E, S et G. À ce stade, Covéa Finance a choisi de ne pas consolider les résultats ainsi obtenus en une appréciation unique (qui supposerait d'effectuer une moyenne des trois piliers) qui nous semble plus difficilement exploitable et interprétable. La dégradation soudaine d'une appréciation peut déclencher l'envoi d'une alerte à la gestion, et éventuellement faire l'objet d'un suivi plus approfondi dans le cadre d'un dialogue actionnarial.

Au-delà de l'appréciation susmentionnée, une dynamique est également définie. Elle peut être positive ou négative au regard des évolutions des pratiques de l'émetteur d'une année à l'autre, mais aussi par rapport à ses pairs sur la même période.

Pilier	Exemples de critères par type d'émetteurs	
	Émetteurs privés	Émetteurs souverains
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Émissions GES • Production/traitement des déchets • Biodiversité • ... 	<ul style="list-style-type: none"> • Mix énergétique • Eau – stress hydrique • Déforestation • ...
Social	<ul style="list-style-type: none"> • Parité F/H • Rétention des talents • Critères ESG dans la chaîne d'approvisionnement • ... 	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions de travail • Santé • Éducation/formation • ...
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Transparence des politiques et rapports de rémunération • Séparation des pouvoirs • Indépendance du Conseil • Durée des mandats • ... 	<ul style="list-style-type: none"> • Corruption • Liberté et démocratie • Criminalité et sécurité • Fiscalité • ...

En complément de ces critères génériques, les analystes ESG étudient des critères spécifiques eu égard au secteur d'activité et à la zone géographique de l'émetteur. La grille d'analyse sectorielle développée en interne permet d'identifier facilement les enjeux matériels en fonction des secteurs d'activité.

L'ensemble de ces éléments sont synthétisés dans des fiches d'analyse ESG (émetteur par émetteur) à destination des équipes de Gestion et de Recherche micro et macro-économique.

Pilier	Exemples de critères d'analyse par secteur	
	Secteur de l'Énergie	Secteur des Soins de santé
Environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Émissions de GES • Qualité de l'air • Impact de l'activité sur la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion de l'énergie • Gestion des déchets notamment médicamenteux • Impact environnemental des produits
Social	<ul style="list-style-type: none"> • Relation avec les communautés locales • Relations avec les employés • Santé/sécurité des employés 	<ul style="list-style-type: none"> • Accessibilité des médicaments et gestion des brevets • Transparence dans la communication et le marketing • Sécurité des produits

	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité d'innovation 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion de la chaîne d'approvisionnement
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Corruption • Influence du cadre réglementaire et politique 	<ul style="list-style-type: none"> • Éthique des affaires • Influence du cadre réglementaire et politique • Respect du droit de la concurrence

➔ Périmètre des OPC

Les OPC ont également été intégrés en 2019 au périmètre des actifs éligibles à une analyse ESG, suite à la finalisation de l'intégration de critères ESG au sein des questionnaires SGP.

Pour les OPC externes, l'exercice de transparenisation (reconstitution ligne à ligne des fonds détenus dans un portefeuille) est techniquement non réalisable. C'est pourquoi l'équipe de multigestion intègre l'ESG non pas par le biais de fiches d'analyse ESG, mais au travers de deux questionnaires (SGP et fonds) envoyés aux SGP externes. Parmi les questions soumises aux SGP figuraient par exemple :

- Avez-vous formalisé une Politique ESG ? Quelle est votre méthodologie d'analyse extra-financière ?
- Quelle est la part de vos encours sous gestion couverte par une analyse extra-financière ?
- Quelle est votre approche d'exercice des droits de vote ? Quel est votre périmètre de vote ?
- Prenez-vous en compte les risques climatiques (physique et de transition) dans vos activités de gestion ? Disposez-vous d'une stratégie d'alignement 2 °C de vos portefeuilles ?

Pour les OPC internes gérés par Covéa Finance, une analyse ESG est réalisée à double titre : au travers du même questionnaire SGP que pour les sociétés de gestion externes, qui intègrent des critères ESG et reflètent la robustesse de la démarche ESG de Covéa Finance organisée autour de grands principes et politiques, mais aussi et surtout au travers de la transparenisation qui permet de reconstituer chaque ligne de fonds détenue et donc de réaliser des analyses ESG au niveau des émetteurs.

Prise en compte du risque climatique et des objectifs environnementaux de long terme :

Outre l'étude de critères liés à l'environnement (cf ci-dessus) cette démarche se met en place progressivement, dans un premier temps à partir du suivi de l'intensité carbone (cf plus haut).